

Ecrit par le 15 avril 2026

Les patrons vauclusiens ont le moral en baisse malgré l'optimisme mesuré de la Banque de France



« Une économie entre résilience et vulnérabilités », voilà le titre de cette conférence initiée par la directrice départementale de la [Banque de France, Christine Gord](#), ce jeudi 12 février, avec la Conférence économique annuelle en présence d'un parterre de décideurs réunis à la Chapelle Sainte-Praxède, siège de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat.

[Valérie Coissieux](#), la présidente des artisans qui accueillait la réunion, a rappelé que ce secteur représente « 30 000 entreprises en Vaucluse, 400 000 actifs et 20% du PIB. Mais derrière ces chiffres massifs, il y a une réalité plus fragile que nous devons regarder en face. Nous traversons une zone de fortes turbulences. D'après une enquête menée auprès de 1 700 PME réalisée l'été dernier, 39% des artisans ont vu leur activité diminuer et 56% des chefs d'entreprises estiment que leur niveau d'activité est insuffisant. »

De citer pêle-mêle : « L'inflation qui persiste et la trésorerie qui inquiète avec des délais de paiement de plus en plus longs qui pénalisent artisans et commerçants, en particulier dans le secteur du bâtiment. » La présidente de la CMA 84 a insisté : « L'an dernier en France, 66 000 entreprises ont mis la clé sous la porte. Et 2026, le chiffre risque de progresser. Et les retards de paiement plombent les entreprises. Un retard de plus de 2 mois augmente la probabilité de défaillance de 42%. Il faut renforcer

Écrit par le 15 avril 2026

les sanctions et créer un fonds d'affacturage pour protéger la trésorerie des artisans et commerçants. Autre souci, seulement, 10% des entrepreneurs envisagent de recruter un apprenti dans les mois qui viennent, alors que les jeunes sont notre avenir, c'est dire. »

Une économie qui affiche de la résistance

Place ensuite à Christine Gord pour la Banque de France et sa longue note de conjoncture pour 2025. « Entre l'ampleur du déficit public et les incertitudes politiques, globalement, l'économie demeure résistante en affichant une croissance de +0,9% et peut-être + 1% en 2026. L'inflation s'élève à 0,9% elle pourrait augmenter légèrement à 1,2% cette année et 1,7% l'an prochain. »

Elle a passé au crible les différents secteurs. À commencer par la croissance qui devrait se situer autour de +1,2% / +1,4% en Europe et autour de +0,9% / +1% en France, qui ferait bien moins que l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne, les Pays-Bas. Seule la Grèce est en solde positif.

Un surendettement qui progresse

Depuis 1974 et les « Années Giscard », la France n'a plus jamais retrouvé d'équilibre budgétaire et la dette depuis la Présidentielle de 2017 est passée de 2 191Mds€ à 3 482Mds€ en 2025. Malgré le rapport Draghi qui préconise 800Mds€ d'investissement par an pour enrayer le déclin et le rapport Letta qui plaide pour une meilleure intégration des marchés, le niveau de productivité de la France affaiblit le potentiel de croissance. Quant aux Français, faute de confiance en l'avenir, ils préfèrent épargner que consommer, avec un taux de 18%.

« Grâce à la BCE (Banque Centrale Européenne, présidée par Christine Lagarde), a poursuivi la Directrice, les taux directeurs sont repartis à la baisse et ont évité la récession. 133Mds€ de crédits à l'habitat ont été distribués (+35%), ce qui a permis un redémarrage. Néanmoins, le surendettement progresse, +8,4% en Vaucluse (1165 dossiers) et +9,8% en France (148 014 dossiers). »

« On ne veut pas de mal aux patrons, au contraire, on est là pour les aider. »

Gérard Arnault

Place ensuite à Gérard Arnault, l'ancien président du Tribunal de Commerce d'Avignon devenu TEA (Tribunal des Activités Économiques). « Nous avons eu 749 ouvertures de procédures collectives (+5,2%), 313 redressements judiciaires (+4,7%) et 406 liquidations (+11,2%). Mais il faut que les patrons anticipent les problèmes, qu'ils viennent nous voir, on ne leur veut pas de mal, au contraire. On est là pour les aider à étaler leur dette, pérenniser leur entreprise. En plus nos échanges sont confidentiels. »

Ecrit par le 15 avril 2026

Certains secteurs s'en sortent mieux que d'autres

Christine Gord a repris la parole pour évoquer une enquête auprès de 1 542 entreprises de la Région Sud qui représentent 191 843 salariés et un chiffre d'affaires de 44Mds€. Elles représentent pour 42% l'industrie, pour 25% la construction et pour 22% les services. « À l'exception du BTP (-1,1%), les effectifs progressent et le CA aussi (+4% l'industrie, +2,2 les services et +1,1% la construction). Stabilité aussi de la rentabilité. »

Il existe aussi 7% de PME régionales (17 100) tournées vers l'international avec un CA de 77Mds€, ce qui fait de Provence-Alpes-côte d'Azur la 4e région exportatrice de France, notamment grâce à l'industrie chimique, aux huiles essentielles et au vin avec comme destinations l'Union Européenne (39%), les USA (8%) et les Pays du Maghreb (7%).

Un chiffre d'affaires qui progresse en Vaucluse

Chiffres sur lesquels est revenu le directeur départemental des Finances Publiques, [Michel Laffitte](#). « En 2024, la Région a vu le CA progresser de +5,4% (notamment grâce aux transports et à une entreprise qu'il n'a pas citée mais qui pourrait être la CMA-CGM...) pendant que le Vaucluse régressait à -1,1%. » Mais en 2025, performance des Vauclusiens, +3,4% devant la Drôme (+3%) et le Gard (+2,7%), avec en tête le commerce (43%), puis l'industrie manufacturière, notamment l'agro-alimentaire (19%), la construction (10%), les transports (6%) et enfin l'hôtellerie, la restauration, le tourisme (3%).

Quant à l'évolution des investissements, la tendance est à la hausse, +6,4% en 2025 en Vaucluse, face à +1,2% pour la Drôme et -2,2% pour le Gard. Le meilleur chiffre mis en valeur par Michel Laffitte étant celui du commerce extérieur de Vaucluse, +11,6%, soit 1,9Mds€, ce qui apporte un peu d'espoir dans cette morosité ambiante. Il a aussi parlé des délais de paiement « préoccupants » et évoqué la facturation électronique qui va entrer en vigueur dès septembre qui va diminuer les coûts et accélérer le paiement des factures.

« Sur le terrain, la situation se dégrade »

Pour [Denis Duchêne](#), vice-président de la [CPME 84](#), « heureusement il y a eu le dispositif Jeanbrun pour l'investissement locatif collectif, la rénovation et la transition énergétiques, le maintien du Pacte Dutreil indispensable à la transmission des TPE-PME familiales, malgré son durcissement. En revanche, nous attendons toujours une clarification du régime fiscal des auto-entrepreneurs, essentielle pour sécuriser les parcours de création sans générer de concurrence déloyale. »

« Chaque embauche est un risque pour nos entreprises »

Denis Duchêne

Ecrit par le 15 avril 2026

Il a précisé : « Sur le terrain, la situation se dégrade, +5,48% procédures collectives, coût du travail toujours trop élevé, emploi toujours en recul avec 3,35M de demandeurs d'emplois en catégorie A. Chaque embauche est un risque pour nos entreprises. À l'approche des élections, j'appelle les candidats à placer l'entreprise, l'emploi, l'attractivité du territoire au cœur de leurs priorités et je rappelle l'importance stratégique de la DSP de l'aéroport d'Avignon Provence pour le développement économique local. » Denis Duchêne a conclu : « Vous pouvez compter sur la résilience, l'énergie et la ténacité des chefs d'entreprise. La CPME restera pleinement mobilisée en 2026 et au-delà. »

Les chantiers de BTP en net recul

Au nom de la [CAPEB](#) (les artisans du BTP), [Philippe Herzog](#), patron de la plomberie Herzog, créée en 1944, a évoqué des bilans négatifs depuis des mois voire des trimestres dans ce secteur. « Ni amélioration, ni rebond. Dans notre département, les entreprises artisanales représentent 99% des entreprises du bâtiment, elles génèrent près de 2Mds€. Mais les mises en chantier subissent un net recul (30%) et les réservations de logements neufs aussi, -26,7%. Tassement également pour les rénovations avec des coups de rabot sur les aides, la Prime Rénov interrompte avant d'être relancée. Les matières premières chez Saint-Gobain et Point P ont flambé de +5 à +7%. Peut-on en dire autant des revenus des ménages? Les défaillances ont bondi de +22,9% au 2e trimestre 2025. Malgré tout je garde espoir qu'après la crise, on revienne à la normale. »

Enfin Daniel Léonard, le président de [Fédération du BTP 84](#) qui a présenté [ses vœux dans les locaux flambant-neufs](#) de la Fédération à Agroparc a répété les tendances négatives : -30% de chantiers, -4,2% de salariés, départs à la retraite non compensés. Avec les élections, un an avant les commandes ont été gelées et maintenant il faut attendre le résultat des scrutins dans les communes et les communautés d'agglomération, ce qui va encore prendre un an... donc peu de visibilité avant longtemps. » Heureusement, sont en cours les chantiers du Conseil Départemental au Carrefour de Bonpas, à Orange avec la déviation de la RN7 et la création du Pôle Patrimoine Memento qui donnent du travail aux salariés du BTP.

Avant de clore cette Conférence économique, alors que se succèdent les crises (COVID, guerre en Ukraine, aléas climatiques, flambée du coût de l'énergie et des matières premières, inflation, montée du chômage...) les différents intervenants ont évoqué le stress des entrepreneurs, la dépression des uns, le burn-out des autres et ils ont tous mis en avant le travail bienveillant et humain d'APESA (Aide Psychologique aux Entrepreneurs en Souffrance Aiguë). Un dispositif gratuit et confidentiel qui leur tend la main. Il repose sur des psychologues et des sentinelles qui détectent les situations de souffrance et prennent en charge les patrons épuisés, au bord du gouffre, pour leur éviter le pire.

Écrit par le 15 avril 2026

Épargne réglementée : les rendements des Livret A et du LEP reculent



À compter du 1^{er} février 2026, les taux du **Livret A** et du **livret d'épargne populaire (LEP)** seront abaissés respectivement à 1,5% et 2,5%. Une décision actée par le ministère de l'Économie et des Finances, sur recommandation de la Banque de France, dans un contexte d'inflation en reflux et de normalisation progressive des taux d'intérêt.

La nouvelle est officielle : après plusieurs mois de stabilité relative, les principaux produits d'épargne réglementée verront leur rémunération diminuer au cœur de l'hiver. Le taux annuel du Livret A, fixé à 1,7 % depuis août 2025, passera à 1,5%, tandis que celui du LEP reculera de 2,7% à 2,5%. Une évolution conforme aux mécanismes de calcul en vigueur, mais qui n'est pas sans conséquence pour des millions

Ecrit par le 15 avril 2026

d'épargnants.

Une baisse dictée par la mécanique réglementaire

Les taux des livrets réglementés sont révisés deux fois par an, selon une formule prenant en compte l'évolution de l'inflation hors tabac et la moyenne des taux interbancaires de la zone euro. Or, la décline progressive des prix à la consommation observée depuis plusieurs trimestres a mécaniquement pesé sur les rendements servis. En 2025 déjà, les détenteurs de Livret A et de LEP avaient encaissé deux ajustements à la baisse, en février puis en août. La décision annoncée pour février 2026 s'inscrit donc dans une tendance de fond, marquée par la sortie progressive de la séquence inflationniste post-crisis.

Le LEP, toujours favorisé

Si le mouvement est général, le LEP continue toutefois de bénéficier d'un traitement spécifique. Son taux, qui aurait dû s'établir à 1,9% selon la formule stricte, a été rehaussé à 2,5 % grâce à un 'coup de pouce' accordé par les pouvoirs publics. Le gouverneur de la Banque de France l'a rappelé : ce produit reste 'le véritable support de l'épargne populaire', réservé aux ménages aux revenus modestes et conçu pour protéger leur pouvoir d'achat. Cette bonification illustre la volonté de l'État de préserver un différentiel attractif entre le LEP et le Livret A, afin d'inciter les épargnants éligibles à privilégier ce placement.

Un impact élargi à l'ensemble de l'épargne réglementée

La baisse du Livret A entraîne dans son sillage celle du livret de développement durable et solidaire (LDDS), dont la rémunération est alignée sur celle du produit phare. Lui aussi affichera donc 1,5% à compter du 1^{er} février. Au-delà des particuliers, cette évolution concerne indirectement le financement du logement social et des politiques publiques, largement adossé à la collecte du Livret A. Un rendement plus faible peut freiner la collecte, tout en allégeant le coût des ressources pour les organismes emprunteurs.

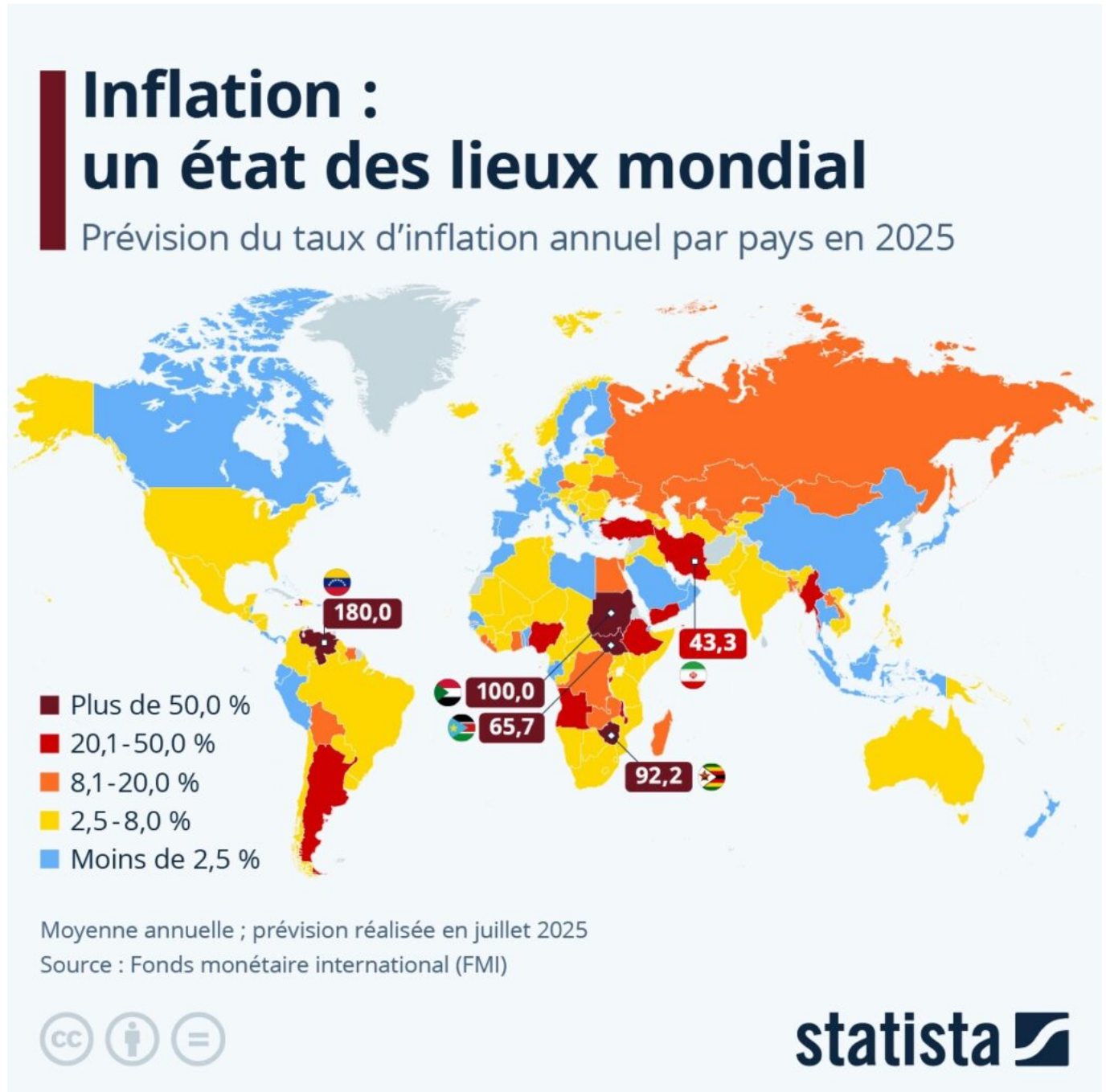
Entre sécurité et rendement

Produits liquides, garantis par l'État et exonérés d'impôt sur le revenu, le Livret A et le LEP demeurent des valeurs refuges pour l'épargne de précaution. Cependant leur rendement réel, une fois l'inflation prise en compte, reste limité. Pour les épargnants, la baisse annoncée invite à un arbitrage renouvelé : conserver ces livrets pour leur sécurité et leur disponibilité, ou diversifier davantage leurs placements afin de préserver, autant que possible, le pouvoir d'achat de leur épargne.

Mireille Hurlin

Ecrit par le 15 avril 2026

L'inflation dans le monde en 2025



Après le pic inflationniste mondial de 2022, causé par les effets de la reprise économique post-pandémie

Ecrit par le 15 avril 2026

et de la guerre en Ukraine, l'inflation est depuis retombée dans la grande majorité des pays, bien qu'elle reste globalement au-dessus des niveaux d'avant la crise. Dans ses [prévisions économiques publiées en juillet 2025](#), le Fonds monétaire international (FMI) note que l'inflation devrait rester nettement supérieure au taux recommandé de 2 % dans une grande partie du globe cette année. Le FMI prévoit que l'inflation mondiale devrait ralentir à 4,2 % en 2025 (contre 5,7 % en 2024), puis à 3,5 % en 2026.

Comme le montre notre carte, si l'inflation devrait rester cette année inférieure à 2,5 % dans la majorité des pays d'Europe de l'Ouest, dont la France (prévision à 1,3 % pour 2025), plusieurs pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie subissent toujours une inflation particulièrement élevée. Le FMI prévoit par exemple un taux d'inflation annuel de 5,3 % au Brésil, de 8,9 % en RD Congo, de 9,3 % en Russie, de 10 % au Bangladesh et de 19,7 % en Égypte.

D'autres pays qui connaissent actuellement des conflits armés, des bouleversements ou des problèmes socio-économiques majeurs enregistrent même des taux d'inflation encore plus élevés. Parmi eux figurent l'Argentine, la Turquie, l'Iran, le Zimbabwe, le Soudan et le Venezuela, où les prévisions tablent sur une hausse moyenne des prix à la consommation allant de 35 % à 180 % en 2025.

Dans le détail, les prévisions indiquent que 122 pays et territoires réussiront à maintenir l'inflation en dessous de la moyenne mondiale cette année (inférieur à 4,2 %), tandis que plus de 30 devraient enregistrer un taux d'inflation deux fois (ou plus) supérieur à la moyenne (taux de 8,4 % ou plus).

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Les prix de l'alimentation repartent à la hausse dans le monde

Ecrit par le 15 avril 2026

Les prix alimentaires mondiaux repartent à la hausse

Indice mondial des prix des produits alimentaires de la FAO de janvier 2018 à juin 2025*



* 100 = niveau moyen des prix pendant la période de référence 2014-2016

Source : Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)



statista

Après une période de reprise suite au double choc de la pandémie et de l'invasion de l'Ukraine par la Russie entre 2020 et 2022, les prix mondiaux des denrées alimentaires ont recommencé à augmenter ces derniers mois. Selon l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations unies (FAO), l'indice des prix alimentaires de la FAO a atteint 128 points en juin 2025, ce qui représente une hausse de 28 % des prix mondiaux des denrées alimentaires par rapport à la période de référence 2014-2016. Bien que

Ecrit par le 15 avril 2026

ce chiffre soit en baisse par rapport au pic de 160 points atteint en mars 2022, peu après le début de l'invasion russe, il est en hausse de près de 6 % par rapport à juin 2024 et d'environ 35 % par rapport à la moyenne de 2019.

Comme le montre notre infographie, les prix des denrées alimentaires sont revenus en 2023 à leur niveau de mi-2021, mais ne sont jamais redescendus aux niveaux observés avant la pandémie. Depuis le premier trimestre 2024, les prix des denrées alimentaires ont même recommencé à grimper, aggravant à nouveau les perspectives en matière de [sécurité alimentaire mondiale](#). Selon la FAO, à l'échelle mondiale en 2024, le coût quotidien moyen d'une alimentation saine s'élevait à 4,46 dollars (en parité de pouvoir d'achat), ce qui signifie que 2,6 milliards de personnes n'avaient toujours pas les moyens d'y accéder.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

L'inflation poursuit son ralentissement

Ecrit par le 15 avril 2026

L'inflation poursuit son ralentissement

Évolution annuelle moyenne de l'indice des prix à la consommation en France



* en date de décembre.

Source : Insee



statista

D'après les [chiffres provisoires](#) publiés par l'Insee le mardi 7 janvier, l'indice des prix à la consommation s'est stabilisé à 1,3 % sur un an en décembre 2024, soit une évolution identique à celle du mois précédent. L'inflation confirme ainsi son ralentissement, après deux années marquées par des niveaux particulièrement élevés : 5,2 % en 2022, et 4,9 % en 2023. L'Insee estime que le ralentissement de l'inflation devrait se poursuivre cette année, pour atteindre 1 % sur un an en juin prochain.

Ecrit par le 15 avril 2026

Le pic inflationniste des dernières années avait commencé à l'automne 2021, suite à la hausse du cours des matières premières due principalement à la pandémie de Covid-19. Mais c'est suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, en février 2022, que l'indice des prix à la consommation a connu ses plus fortes hausses : la guerre en Ukraine a en effet profondément impacté de nombreux marchés, et créé une crise énergétique sans précédent en Europe. La chute des prix de l'énergie en 2024 a ainsi contribué au ralentissement de l'inflation.

De Valentine Fourreau pour Statista

En 2024, les Provençaux prévoient un budget moyen de 543€ pour Noël



Ecrit par le 15 avril 2026

Alors que les fêtes de fin d'année et la frénésie de consommation qui l'accompagne approchent à grands pas, [Ankorstore](#), la première plateforme européenne de vente entre professionnels qui connecte 30 000 marques et 300 000 commerçants indépendants, dévoile aujourd'hui les résultats de son étude 'Fêtes de fin d'année et pouvoir d'achat des Français : quel impact sur les commerçants ?'. L'enquête, réalisée auprès de 300 détaillants et 2004 Français, met en lumière un certain stress de part et d'autre quant à cette période, qui représente pour les commerçants le plus gros pic de leur activité annuelle. Quant aux consommateurs, la fin d'année est synonyme de dépenses importantes. Récit d'une fin d'année qui s'annonce tendue en PACA.

Bien que l'inflation soit annoncée en baisse selon les chiffres récemment publiés par l'Insee, 73% des habitants de la région PACA déclarent ne pas percevoir d'amélioration de leur pouvoir d'achat (contre 72% des Français). Si l'inflation semble effectivement ralentir, la pression financière demeure forte sur les ménages qui sont 44% à ressentir la période des fêtes à venir comme une source de stress financier (contre 50% des Français).

Les Provençaux ne dépenseront pas plus cette année

Dans ce contexte tendu, le budget moyen (incluant les cadeaux, le repas, les tenues, la décoration, etc) prévu pour les fêtes de fin d'année par les Provençaux en 2024 est néanmoins plus élevé que la moyenne nationale avec 543€ contre 508€ pour les Français. Un budget stable au mieux puisque 84% des habitants de la région PACA n'envisagent pas d'augmenter leurs dépenses cette année (contre 80% des Français). Ce budget est plus élevé que celui de leurs voisins d'Occitanie, pour qui il s'élève à 489€.

À l'échelle nationale, les seniors restreignent leur budget tandis que les *millennials* ne lésinent pas sur les dépenses

Plus de trois quarts des 55 ans et plus (79%) ne ressentent pas la baisse de l'inflation sur leur pouvoir d'achat. En conséquence, cette partie de la population prévoit une réduction de son budget pour les fêtes, avec un budget moyen de 485 €, en baisse de 8,5% par rapport à l'année dernière.

Même tendance chez les 45/54 ans, qui sont 78% à affirmer ne pas ressentir la baisse de l'inflation. Ces derniers disposent par conséquent d'un budget à la baisse pour Noël de 447€, soit une baisse de 9% par rapport à l'année précédente.

A contrario, près de la moitié (48%) des *millennials* (18-34 ans) ressentent les effets de la baisse de l'inflation sur leur pouvoir d'achat (contre 22% pour les plus de 35 ans). Parmi cette tranche d'âge, les plus jeunes (18-24 ans), sont plus optimistes et prévoient même un budget pour Noël estimé à 681€ (soit +34% que le budget moyen des Français). Un budget en augmentation de plus de 31% par rapport à 2023.

D'importantes disparités régionales

Côté budget, toutes les régions ne sont pas logées à la même enseigne. Il y a en effet quelques disparités

Ecrit par le 15 avril 2026

entre les prévisions budgétaires d'un francilien (601€) et d'un provençal (543€). Un écart cohérent puisque 43 % des franciliens déclarent ressentir la baisse de l'inflation sur leur pouvoir d'achat alors qu'ils ne sont que 27% en région PACA. Les deux régions sont celles dont le budget de Noël 2024 est le plus élevé.

Parmi les autres régions, on retrouve des budgets supérieurs à la moyenne nationale en Auvergne-Rhône-Alpes (581€) et en Provence-Alpes-Côte-d'Azur (543€). Les régions Pays-de la Loire (428€), Centre Val de Loire (426€) et Bretagne (422€), sont celles où le budget Noël des habitants est le plus faible.

Face à une saison qui s'annonce contrastée, les commerçants restent optimistes

Bien conscients de cette frilosité des Français, 70% des commerçants estiment que leurs dépenses des Français pour les fêtes de fin d'année ne dépasseront pas celles de 2023 sur la même période. Face à cette probable prudence budgétaire, les commerçants restent résilients et sont 67% à se dire optimistes pour la période de fin d'année 2024.

Le Black Friday : entre opportunité et concurrence

Si l'optimisme perdure, les commerçants restent sceptiques, notamment face au Black Friday. En effet, 42 % d'entre eux jugent l'événement commercial comme une concurrence des grandes enseignes et de l'e-commerce, ajoute une pression supplémentaire dans ce contexte de consommation limitée.

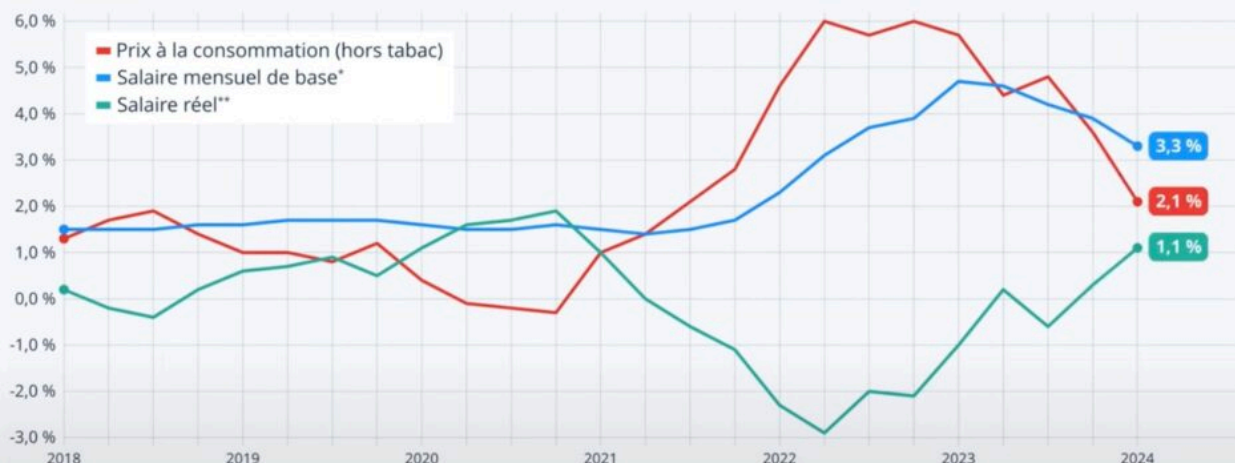
Étude réalisée par Ankorstore

Les salaires ont-ils rattrapé l'inflation en France ?

Ecrit par le 15 avril 2026

Les salaires ont-ils rattrapé l'inflation ?

Évolution trimestrielle des salaires et des prix à la consommation en France, en glissement annuel



* brut de toutes formes de cotisations/prestations sociales ** SMB tenant compte de l'inflation.
Source : Direction de l'Animation de la Recherche, des Études et des Statistiques (Dares)

En période de forte inflation, lorsque les prix augmentent plus vite que les salaires, les salaires réels (tenant compte du coût de la vie) diminuent, ce qui signifie que les ménages voient, et ressentent, le [pouvoir d'achat](#) de leur revenu baisser. Cela a été le cas lors de la crise inflationniste de 2021-2023, période durant laquelle le salaire réel moyen en France a baissé (ou stagné) pendant 10 trimestres consécutifs, entre juin 2021 et décembre 2023.

L'inflation est depuis retombée dans la zone euro, et, d'après les données de la [Dares](#) (Direction de l'animation de la recherche, des études et des Statistiques), les salaires réels sont repartis à la hausse en France au premier trimestre 2024, avec une croissance de 1,1 % en glissement annuel. Comme le retrace notre animation graphique, la croissance du salaire mensuel de base de l'ensemble des salariés est repassée nettement devant celle des prix à la consommation (hors tabac) au premier trimestre : +3,3 % contre +2,1 %.

Cependant, si l'on regarde la croissance cumulée des salaires et des prix entre le premier trimestre 2021 et 2024, on se rend compte qu'il faudra patienter encore quelque temps avant que les salaires ne rattrapent entièrement l'inflation qui a sévi ces trois dernières années. Ainsi, le salaire mensuel de base des salariés français affiche une croissance cumulée de 10,5 % sur trois ans, contre une inflation cumulée d'environ 12,5 %. Cela signifie donc, qu'en moyenne, le salaire réel a diminué d'environ 2 % en France entre le premier trimestre 2021 et 2024.

La pyramide des salaires en France

Ecrit par le 15 avril 2026

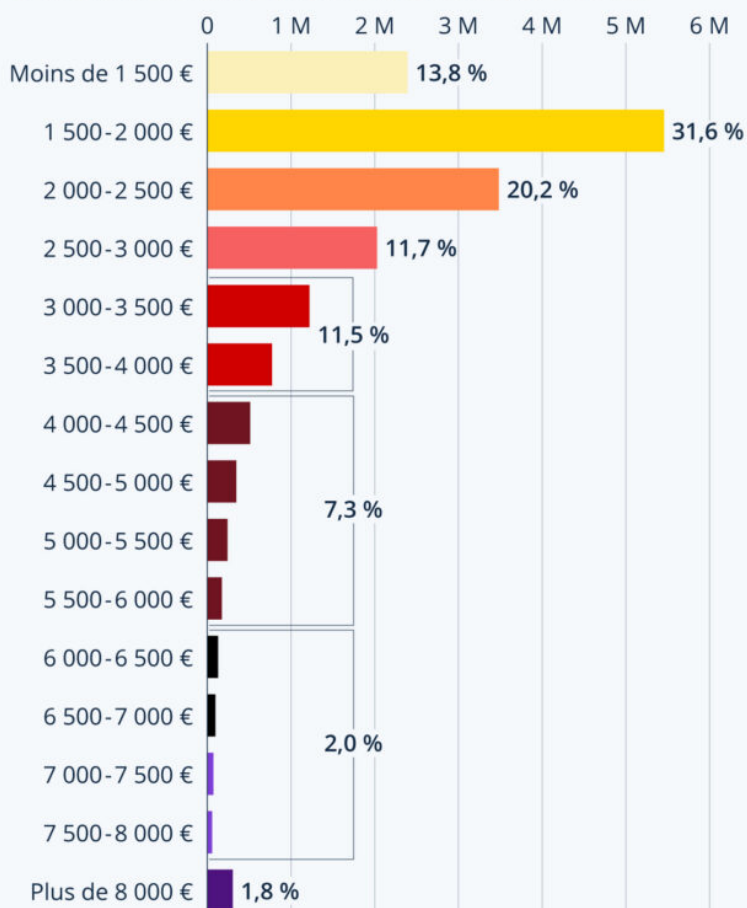
Combien gagnez-vous par rapport à la moyenne des Français ? La dernière [étude annuelle](#) de l'Insee sur les revenus donne un aperçu de la distribution des salaires dans l'Hexagone. En 2022, un salarié du secteur privé percevait en moyenne 2 630 € nets par mois en équivalent temps plein (EQTP). Mais ce chiffre est tiré à la hausse par les très gros revenus. En effet, la médiane des salaires est inférieure de 20 % à la moyenne, traduisant une plus forte concentration des revenus dans le bas de la distribution. Le salaire net médian — signifiant que 50 % des [salariés français](#) gagnent moins et que l'autre moitié gagne plus — se situait ainsi à 2 091 € nets mensuels.

Basé sur les données de cette étude, notre graphique donne un aperçu détaillé de la répartition des salaires dans le secteur privé, en équivalent temps plein. On constate qu'environ 14 % des salariés perçoivent [moins de 1 500 € nets par mois](#) (certains salaires en EQTP pouvant être inférieurs au Smic) et que près de 32 % se situent entre 1 500 € et 2 000 € nets. Concernant les tranches suivantes, 32 % touchent de 2 000 € à 3 000 € et ils ne sont plus que 11,5 % à gagner entre 3 000 € et 4 000 €. Les revenus supérieurs à 4 000 € nets mensuels ne concernent qu'environ un salarié français sur dix en EQTP (11 %), et au delà de 8 000 €, seulement 1,8 %.

Ecrit par le 15 avril 2026

La pyramide des salaires

Distribution des salaires mensuels nets en France, en équivalent temps plein (et pourcentage) en 2022*



* France hors Mayotte, salariés du privé (y compris contrats aidés et de professionnalisation), hors apprentis et stagiaires.

Source : Insee



statista

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Ecrit par le 15 avril 2026

Les jeunes de Paca sont parmi les plus dépensiers de France



Le Teenage Lab de [Pixpay](#), la carte de paiement des ados copilotée par les parents, vient de dévoiler l'édition 2024 de son baromètre 'Les habitudes de consommation des ados'. On y découvre que les adolescents de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur sont les deuxièmes plus dépensiers après les Corses, avec 110€ dépensés mensuellement en 2023, la plus grande part étant dédiée aux fast food avec 16,21% des transactions.

Dans la région voisine, en Occitanie, les dépenses mensuelles sont évaluées à 101€. Au niveau national, malgré l'inflation, les jeunes n'ont jamais autant déboursé puisqu'ils dépensent près de 97€ par mois, c'est 20% de plus que l'année précédente (80,4 €), et c'est plus qu'en Italie et en Espagne où le montant est compris entre 51 et 57€ par mois. C'est à McDonald's que les adolescents dépensent le plus, suivi d'Apple et de la SNCF.

Ecrit par le 15 avril 2026

Top 3

des marchands les plus fréquentés et leurs paniers moyens



© Pixpay

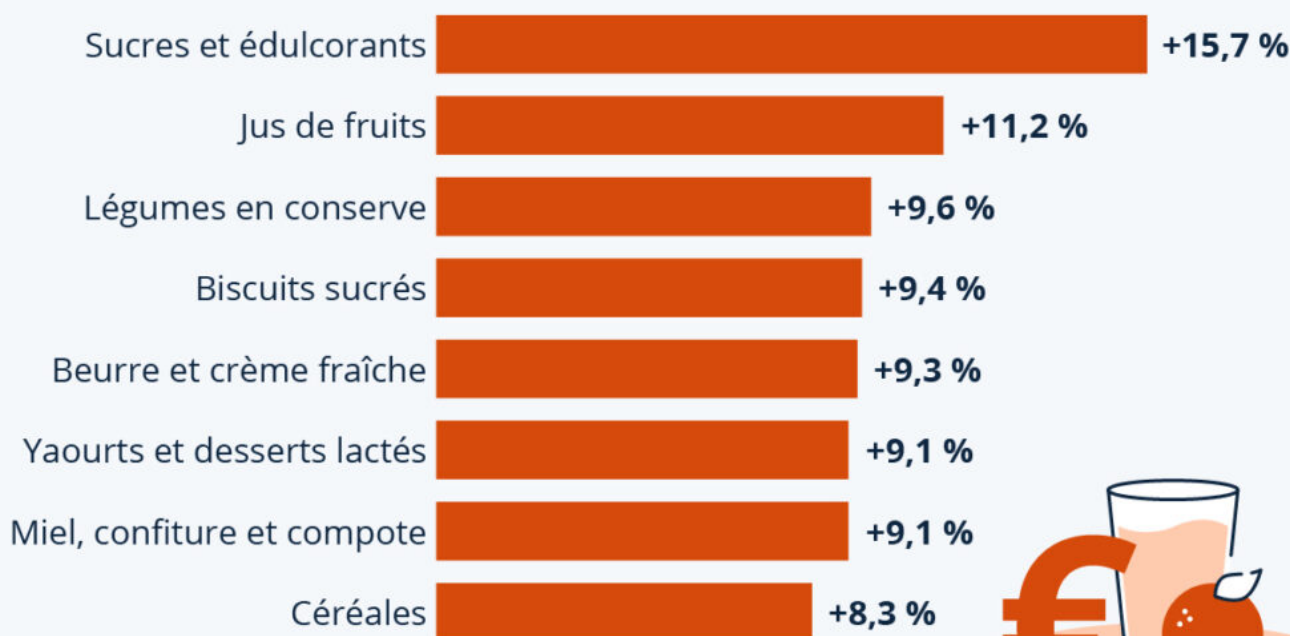
V.A.

Les produits les plus touchés par l'inflation alimentaire

Écrit par le 15 avril 2026

Les produits les plus touchés par l'inflation alimentaire

Évolution des prix des huit familles de produits ayant le plus augmenté entre décembre 2022 et décembre 2023



Base : panier de 31 produits de première nécessité.

Sources : 60 Millions de Consommateurs, NielsenIQ



statista 

D'après le plus récent baromètre EuroTrack d'OpinionWay-Vae Solis pour Les Echos, le pouvoir d'achat et la hausse des prix sont actuellement les deux préoccupations principales des électeurs à l'approche des élections européennes. L'année 2023 a en effet été marquée par une forte inflation qui a durement affecté les prix à la consommation, et notamment les prix de l'alimentation.

Ecrit par le 15 avril 2026

Depuis février 2022, le magazine 60 Millions de Consommateurs publie également un [baromètre mensuel de l'évolution des prix de l'alimentation](#), basé sur un panier de produits de première nécessité, qui comprend par exemple des pâtes, de l'huile d'olive, des œufs ou encore du beurre. Comme le montre notre infographie, basée sur ces données, le prix des sucres et édulcorants a connu la plus forte augmentation entre décembre 2022 et 2023, atteignant 15,7 % sur l'année. Les jus de fruits arrivent en deuxième position, avec une augmentation de 11,2 % sur l'année, suivis des légumes en conserve (9,6 %). Si l'évolution sur un an du prix du panier de produits de 60 millions de consommateurs est importante (+7,67 % entre décembre 2022 et 2023), celle-ci est loin d'être aussi impressionnante que l'évolution sur deux ans : entre décembre 2021 et décembre 2023, ces produits ont ainsi vu leurs prix augmenter de 22,5 %.

De Valentine Fourreau pour Statista